# Isabelle Méjean : « La relocalisation est une fausse bonne idée »

Lauréate de l’édition 2020 du Prix du meilleur jeune économiste, spécialiste du commerce extérieur, Isabelle Méjean étudie les effets de la mondialisation des échanges.

Propos recueillis par [Philippe Escande](https://www.lemonde.fr/signataires/philippe-escande/) et [Julien Bouissou](https://www.lemonde.fr/signataires/julien-bouissou/) Publié hier à 18h00, mis à jour à 06h01

Isabelle Méjean, à Montrouge (Hauts-de-Seine), le 7 mai. SIMONE PEROLARI POUR « LE MONDE »

Docteure en économie de l’université Paris-I, professeure à l’Ecole polytechnique, lauréate du Prix du meilleur jeune économiste 2020, Isabelle Méjean, 39 ans, étudie les effets de la mondialisation des échanges. Elle s’est notamment intéressée à la manière dont les pays et les entreprises se sont progressivement spécialisés pour s’intégrer dans le circuit commercial mondial et les conséquences économiques de ces choix. Notamment la fragilité des systèmes, que la crise sanitaire révèle au grand jour.

### Vous avez beaucoup étudié l’extension des chaînes de valeur provoquée par la mondialisation. La crise actuelle change-t-elle la donne ?

Elle a mis en avant le sujet de la fragmentation extrême des processus de production et de la fragilité qui en résulte. Ce phénomène s’est développé au cours des années 1990 et 2000 et s’est accompagné d’une concentration très importante de la production dans un petit nombre d’entreprises et de pays. A la faveur de la crise sanitaire, on s’aperçoit que certains produits qui apparaissent comme de première nécessité, les masques, les médicaments, sont fabriqués par très peu d’entreprises dans le monde. Si ces producteurs font face à une baisse de productivité, par exemple du fait de la crise sanitaire, l’impact devient très rapidement mondial. La Malaisie fabrique par exemple 55 % des gants chirurgicaux vendus dans le monde. Il suffit qu’une catastrophe affecte ce pays pour que toute la planète soit concernée.

### Comment en est-on arrivé là ?

La spécialisation et la production à grande échelle génèrent des bénéfices économiques importants. C’est ce qui permet aux consommateurs d’avoir accès à des biens sophistiqués à un coût faible. A l’inverse, si on revient en arrière, pour construire des chaînes de valeur moins fragmentées et plus résistantes aux chocs, les coûts de production vont augmenter, et le consommateur paiera la note. La question, autant politique qu’économique, est donc celle de l’arbitrage entre le prix des biens et la solidité du système.

### Faut-il relocaliser de la production en Europe ?

C’est toujours possible. Mais je pense que la relocalisation est une fausse bonne idée. Le problème de la fragmentation des chaînes de production ne provient pas de la distance géographique, mais du niveau de concentration. Relocaliser la production de gants chirurgicaux de Malaisie en Slovaquie ne résoudra pas mécaniquement le problème qui nous concerne aujourd’hui. La fragilité sera la même. Il convient au contraire de diversifier les sources d’approvisionnement pour réduire notre exposition à des risques spécifiques à certains pays ou à certaines entreprises.

### Quel est l’impact des [tensions entre les Etats-Unis et la Chine](https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/12/13/accord-entre-washington-et-pekin-sur-des-baisses-de-droits-de-douane_6022692_3234.html) sur le commerce mondial ?

Les tarifs douaniers imposés par Washington n’ont profité qu’à quelques entreprises, alors qu’elles ont pénalisé les consommateurs et les nombreuses industries américaines qui utilisent les produits chinois dans leurs chaînes de production. Les études économiques qui ont été faites ont montré que les politiques protectionnistes sont très coûteuses pour ceux qui les mettent en place, surtout dans des systèmes de production très fragmentés.

### Quel doit être le rôle de l’Europe ?

Elle doit jouer la carte du multilatéralisme et donc de l’Organisation mondiale du commerce (OMC). On peut bien sûr se demander si la Chine doit continuer de bénéficier de certaines dispositions spéciales, comme les subventions aux entreprises d’Etat. Mais il vaut mieux réformer le système de l’intérieur plutôt que d’en sortir et en payer le prix fort. L’Europe a beaucoup tiré profit du libre-échange organisé dans le cadre du marché unique ou à travers ses accords avec d’autres pays.

### N’est-on pas protectionniste en voulant imposer, comme certains le réclament en Europe, des normes environnementales et sociales à d’autres pays ?

Ce n’est pas du [protectionnisme](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/09/pascal-lamy-le-covid-19-va-accelerer-le-passage-du-protectionnisme-au-precautionnisme_6036080_3234.html), dans la mesure où ces normes ne sont pas destinées à avantager nos entreprises. Ces normes sociales et environnementales sont indispensables à une croissance durable sur le long terme. Il faut qu’elles fassent partie des règles du commerce international pour inciter les pays à participer à la lutte contre le changement climatique. La fragmentation des chaînes de valeur, du fait de l’éclatement des lieux de production entre différents pays, a un coût environnemental important, qui n’est pas internalisé par les entreprises. Or la taxe carbone aux frontières est le meilleur moyen de l’intégrer au coût de production. Il faut que le prix final reflète le coût environnemental de la production. Cela ne veut pas dire produire localement, puisque le coût environnemental n’est pas nécessairement plus faible parce que le bien n’est pas transporté. Il faut cependant que le système de prix reflète effectivement le contenu en carbone de la production.

### Les pays pauvres et émergents ne sont-ils pas les plus grands perdants du ralentissement du commerce mondial ?

Certains pays émergents, comme la Thaïlande ou le Vietnam, ont réussi à s’intégrer dans le commerce mondial via leur participation aux chaînes de valeur. C’est une stratégie d’intégration relativement peu coûteuse, car au lieu de bâtir toute une industrie compétitive, il leur suffit de se spécialiser sur une étape de la chaîne de production. Mais tous les pays en développement n’ont pas bénéficié de la mondialisation, loin de là. Si on retire les quelques émergents qui en ont tiré profit, on voit qu’en réalité le reste du monde stagne. Une partie de la planète, notamment l’Afrique, reste à l’écart de la mondialisation et de la croissance.